

ASS/GF/II/MG

2024-121

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2024

OBJET : PROTOCOLE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SUR L'ÉVITEMENT SCOLAIRE ENTRE LE PARQUET, LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'AUDE, LA MAIRIE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LA DIRECTION ACADÉMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE L'AUDE – ANNEXE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 16 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux octobre à 18 heures 30, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241022-2024-121-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/10/2024
Publication : 24/10/2024

Pour le Maire



Vu le règlement UE 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
Vu la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,
Vu les articles L. 131-1 et suivants du Code de l'éducation,
Vu les articles L. 512-2 et suivants du Code de la sécurité sociale,
Vu les article 227-17 et 227-17-1 du Code pénal,

L'accès des enfants au savoir est un droit fondamental dont il est essentiel de garantir la bonne mise en œuvre. L'école en constitue l'un des principaux enjeux. C'est la raison pour laquelle l'article 131-5 du code de l'éducation prescrit que « chaque enfant est inscrit soit dans la commune où ses parents ont une résidence, soit dans celle du domicile de la personne qui en a la garde, soit dans celle où est situé un établissement ou une section d'établissement destinés plus particulièrement aux enfants de Français établis hors de France ».

Cette obligation scolaire se traduit par l'inscription des enfants dans un établissement d'enseignement public ou privé. Il peut y être dérogé par une instruction à domicile dans les seuls cas suivants :

- Nécessité liée à l'état de santé de l'enfant ou son handicap ;
- La pratique d'activités sportives ou artistiques intensives ;
- L'itinérance de la famille en France ou l'éloignement géographique de tout établissement scolaire public ;
- L'existence d'une situation propre à l'enfant motivant le projet éducatif, sous réserve que les personnes qui en sont responsables justifient de la capacité de la ou des personnes chargées d'instruire l'enfant à assurer l'instruction en famille dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, la demande d'autorisation comporte une présentation écrite du projet éducatif, l'engagement d'assurer cette instruction majoritairement en langue française ainsi que les pièces justifiant de la capacité à assurer l'instruction en famille.

Une autorisation doit avoir été donnée par l'autorité de l'État compétente, en l'occurrence le directeur académique des services de l'éducation nationale du département de l'Aude pour la commune de Lézignan-Corbières.

La bonne scolarisation de l'enfant, quelle que soit ses modalités donne droit au versement de prestations familiales en lien avec l'entretien matériel et affectif de l'enfant (Article L512-3 §1 et 552-4 du Code de la Sécurité Sociale).

La présente convention intitulée « Protocole de communication et d'échange d'informations sur l'évitement scolaire entre le parquet, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, la mairie de Lézignan-Corbières et la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Aude » organise les modalités de contrôle de l'obligation de scolarisation des mineurs et des droits versés par la Caisse d'allocations familiales qui leurs sont associés. Elle fixe les conditions dans lesquelles s'organise l'indispensable échange d'informations entre l'ensemble des administrations concernées et précise les conséquences associées aux irrégularités constatées.

Les obligations du maire sont précisées dans l'article L. 131-6 du Code de l'éducation qui dispose : « Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Les personnes responsables doivent y faire inscrire les enfants dont elles ont la garde. La liste des pièces qui peuvent être demandées à l'appui de cette demande d'inscription est fixée par décret.

Afin de procéder au recensement prévu au premier alinéa et d'améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire, le maire peut mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel où sont enregistrées les données à caractère personnel relatives aux enfants en âge scolaire domiciliés dans la commune, qui lui sont transmises par les organismes chargés du versement des prestations familiales ainsi que par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation et par le directeur ou la directrice de l'établissement d'enseignement ainsi qu'en cas d'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou lorsqu'un élève inscrit dans un établissement le quitte en cours ou en fin d'année.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions d'application du troisième alinéa. Il précise la liste des données à caractère personnel collectées, la durée de conservation de ces données, les modalités d'habilitation des destinataires ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes intéressées peuvent exercer leur droit d'accès ».

Tenu de dresser la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire, le maire dispose des informations suivantes : pour chaque enfant, les nom, prénom, date de naissance et sexe ; pour la personne civilement responsable de l'enfant qui est désignée comme « allocataire » : les nom, prénom et adresse.

Le maire doit donc :

- Solliciter la CAF à chaque rentrée et en tous les cas avant le 1^{er} novembre pour la communication de la liste des enfants de la commune ouvrant droit au versement de prestations familiales et en âge d'obligation scolaire ;
- S'assurer que la liste lui est bien communiquée dans le délai d'un mois et faire un rappel en cas de retard de communication ;
- Vérifier auprès des chefs d'établissements que les enfants sont bien scolarisés ;
- Dans le délai d'un mois, dresser la liste de ceux qui ne sont pas scolarisés ;
- Informer le DASEN sans délai
- Certifier conforme cette information ;
- Faire retour sur la messagerie de la liste des enfants qui ne sont pas scolarisés après confirmation de non-scolarisation par le DASEN, en communiquant les informations suivantes : nom, prénom, date de naissance de l'enfant concerné ainsi que les nom, prénom, adresse des parents ou représentants légaux ;

Le maire s'engage également à :

- Respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et au règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD ») et la loi informatique et libertés modifiée.
- Veiller au chiffrement du fichier avant sa transmission par courriel avec accusé réception du gestionnaire de l'adresse de messagerie destinataire. La clef de déchiffrement sera communiquée séparément par un canal de contact autonome.

- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le niveau de sécurité adapté à la préservation de la confidentialité des informations
- Utiliser les données uniquement et strictement dans le cadre de la finalité définie par l'article L131-6 du code de l'éducation et à garantir tout détournement de finalité ainsi que l'intégrité des données utilisées dans le cadre de la présente convention.
- Se conformer aux dispositions du RGPD et en particulier à signaler toute violation de donnée.
- Détruire les fichiers nominatifs une fois leur exploitation réalisée à l'exception des données transmises dans le cadre d'un signalement au procureur de la République.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le protocole annexé à la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

Approuve à la majorité par 29 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET, et de Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET Sans étiquette) et 2 abstentions (de M. Rémi PÉNAVAIRE et Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

Et décide :

1/ D'approuver le protocole annexé à la présente délibération.

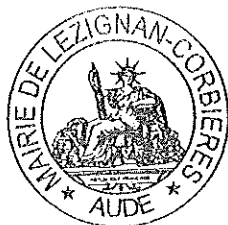
2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire

Gérard FORCADA

La secrétaire de séance

Sylvie DANRÉ

